

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°89-2023-173

PUBLIÉ LE 16 JUIN 2023

Sommaire

Préfecture de l'Yonne / Cabinet

89-2023-06-16-00002 - Arrêté réglementant temporairement la circulation des ovins durant l'Aïd el-kébir (16 juin 2023) (2 pages)

Page 3

Préfecture de l'Yonne

89-2023-06-16-00002

Arrêté réglementant temporairement la
circulation des ovins durant l'Aïd el-kébir (16 juin
2023)



PRÉFET DE L'YONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ n° PREF/CAB/2023/0382 réglementant temporairement la circulation des ovins durant l'Aïd El-Kebir

Le Préfet de l'Yonne,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles R.214-73 à R.214-75 et D.212-26 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd El-Kebir chaque année, de nombreux ovins sont acheminés dans le département de l'Yonne pour y être abattus ou livrés aux particuliers en vue de la consommation ;

CONSIDÉRANT que de nombreux animaux sont abattus dans des conditions clandestines, contraires aux règles d'hygiène préconisées en application de l'article L.231-1 du Code rural et de la pêche maritime et aux règles de protection animale édictées en application de l'article L.214-3 du Code rural et de la pêche maritime ;

CONSIDÉRANT qu'afin de sauvegarder la santé publique, et d'assurer la protection animale, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation et l'abattage des animaux vivants des espèces concernées ;

ARRETE :

Article 1er

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

Exploitation : tout établissement, toute construction, ou dans le cas d'un élevage en plein air, tout lieu, dans lequel des animaux sont détenus, élevés ou manipulés de manière permanente ou temporaire, à l'exception des cabinets ou cliniques vétérinaires. La présente définition concerne notamment les exploitations d'élevage et les centres de rassemblement, y compris les marchés.

Détenteur : toute personne physique ou morale responsable d'animaux, même à titre temporaire, à l'exception des cabinets ou cliniques vétérinaires et des transporteurs.

Article 2

La détention d'ovins par toute personne non déclarée à l'établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage, conformément à l'article D.212-26 du Code rural et de la pêche maritime, est interdite dans le département de l'Yonne.

Article 3

Le transport d'ovins vivants est interdit dans le département de l'Yonne, sauf dans les cas suivants :

- le transport à destination des abattoirs agréés ainsi qu'à destination des cabinets ou cliniques vétérinaires ;
- le transport entre deux exploitations dont le détenteur des animaux a préalablement déclaré son activité d'élevage à l'établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage, conformément à l'article D.212-26 du Code rural et de la pêche maritime. Le passage des animaux par des centres de rassemblement est également autorisé si ces derniers sont déclarés à l'établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage.

Article 4

L'abattage rituel (abattage en présence d'un sacrificateur formé et agréé, par égorgement après immobilisation mécanique de l'animal, sans étourdissement préalable) est interdit hors des abattoirs agréés conformément à l'article R.214-73 du Code rural et de la pêche maritime.

Article 5

Le présent arrêté s'applique du 16 juin au 6 juillet 2023.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfets, la directrice de cabinet, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne, les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à AUXERRE, le **16 JUIN 2023**

Le préfet,

Pascal JAN



Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site www.telerecours.fr.